

FÉVRIER 2025

POLICY PAPER

FORCES ET FAIBLESSES D'UNE ÉCONOMIE ÉGYPTEIENNE EN CRISE DEPUIS 1956

HENRI-LOUIS VEDIE



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

PP -05/25

Depuis 1956, l'économie égyptienne est en crise. Durant la période entre 1956 et 2024, elle a connu douze dévaluations et huit crises majeures de sa balance des paiements. Avec un déficit récurrent de sa balance courante, le pays est exposé au plus grand des risques : le risque souverain. Ce qui est une première faiblesse. Mais ce pays, qui a toujours réussi à s'épargner ce risque, témoigne aussi de certaines forces, ce qui constitue sa première force. De ce constat est née l'idée de consacrer cette étude à ces forces et faiblesses, récurrentes depuis 1956.

La première partie de cette étude couvre la période 1956-2024. Elle met en évidence trois faiblesses et trois forces récurrentes. Côté faiblesses, sont privilégiées par cette étude tout d'abord sa démographie. Avec un taux de croissance annuel de la population égyptienne de 1,6 %, cette surpopulation est une véritable bombe à retardement, pour les décennies à venir. Ensuite, une balance courante structurellement déficitaire, ce qui pérennise le risque souverain. Enfin, une pauvreté qui s'installe et qui progresse.

Côté atouts, au nombre de trois, également : ceux liés à sa position stratégique, géographique ; celui d'ordre financier, avec trois rentes qui contribuent à 12,4 % du PIB en 2023 (Diaspora, tourisme, Canal de Suez) ; celui d'un soutien constant des institutions monétaires internationales, qui s'est construit avec le temps, de l'Occident et des pays du Golfe.

La deuxième partie est consacrée à la dernière crise, essentiellement due à des chocs extérieurs : Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, guerre à Gaza et au Liban. Ces chocs extérieurs vont se traduire, à partir de 2021, par une fragilisation de certaines forces de l'économie égyptienne (recettes touristiques et recettes du canal de Suez revues à la baisse par exemple ; et par l'amplification de certaines de ses faiblesses, comme un risque de change conforté, par une balance courante qui continue de se dégrader, et un taux de pauvreté qui progresse.

INTRODUCTION

Depuis 1956, l'Égypte connaît une dégradation régulière de sa balance des paiements, avec un solde courant structurellement déficitaire, témoignant de la gravité de la crise que connaît le pays, de façon quasi ininterrompue depuis 1956. Un grand pays, passage obligé entre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Rappelons dans cette introduction quelques fondamentaux de la République égyptienne.

Dans le domaine démographique, tout d'abord. Avec plus de 105 millions d'habitants, l'Égypte est, aujourd'hui, le pays arabe le plus peuplé du continent, mais aussi le troisième pays le plus peuplé d'Afrique, derrière le Nigeria et l'Éthiopie. Démographie soumise à un double défi : celui majeur, pour l'économie du pays, d'une population qui devrait atteindre, voire dépasser, les 150 millions d'habitants en 2050. Celui du quotidien de 95 % de sa population, qui se concentre sur 7% d'un territoire de 1 M de km², principalement le long de la vallée du Nil. Celui, aussi, toujours du quotidien, d'une population qui se regroupe dans les grandes métropoles du Caire, de Gizeh et d'Alexandrie. Métropoles urbaines où le chômage des jeunes atteint 20%, très supérieur à celui de la moyenne nationale, estimé à 7%.

Sur le plan économique, ensuite. Le PIB égyptien, 395 milliards US dollars en 2023, pourrait chuter à 348 milliards de dollars en 2024, restant cependant le deuxième du continent africain, derrière celui de l'Afrique du Sud. Certes, l'économie du pays est structurée et diversifiée, comme le rappelle l'existence de différents secteurs d'activité et leur contribution au PIB : immobilier et construction (17%), manufacturier (16%), commerce de gros et de détail (14%), agriculture et pêche (11%), extractif (10%). Cependant, leur contribution au PIB ne dépasse pas, toutes cumulées, 68%. Le solde contributeur de 32% provenant d'un secteur public qui occupe une place prépondérante : avec 32% de contribution au PIB et 55% des investissements réalisés en 2023, où les dépenses concernent essentiellement le domaine militaire.

Sur le plan politique, enfin. Cette période, 1956-2024, est celle de cinq Présidences. À commencer par celle du **Président Gamal Abdel Nasser**, second président de la jeune République égyptienne, qu'il va diriger de 1956 jusqu'à sa mort, en septembre 1970. Considéré comme l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés, il est aussi celui d'une volonté, celle de l'unité arabe. Il est, enfin, celui qui, en juillet 1956, va nationaliser le canal de Suez. **Le Président Anouar el Sadate** lui succède en 1970. C'est à la fois homme de la paix avec Israël, mais aussi la première victime, ayant été assassiné le 6 octobre 1981. **Le Président Hosni Moubarak**, de 1981 à 2011, sera celui de la présidence la plus longue de la période. : trente années de pouvoir sans partage. Sous la pression de la rue, lâché par les États-Unis il démissionne en 2011. **Le Président Mohamed Morsi**, pilier des frères musulmans est élu le 30 juin 2013, destitué et emprisonné le 3 juillet 2013. Depuis juin 2014, **le Maréchal Sissi** est le dernier président, depuis juin 2014 de la République d'Égypte. Constamment réélu, la dernière réélection remonte au 18 décembre 2023.

Une étude très récente et bien documentée du « Peterson Institute for International Economics (PIIE), couvrant la période 1956-2024, recense sur cette période huit crises majeures de la balance des paiements égyptienne.¹ Ce qui va impacter lourdement et négativement sa balance courante, avec un risque souverain permanent.

1. Egypt 's 2023-2024 Economic Crisis will this time be different ? ». RUGIR Argawal and Adnam Mazarel . Peterson Institute for International Economy, POLICY Brief august 2024.

Cette économie est donc faite de faiblesses, qui ont conduit à la situation que nous connaissons, et de forces, qui ont permis d'éviter le pire, à savoir le défaut de paiement. De là l'objet de cette étude : préciser et analyser lesdites forces et faiblesses, à partir de la lecture de ces crises. Notre démarche entend privilégier l'approche économique et démographique, et non l'analyse politique. Les forces et faiblesses retenues ne sauraient alors s'identifier à des choix politiques qui, concernant cinq présidences différentes, ne sont pas récurrents. Ce qui exclut, par exemple, d'identifier ces faiblesses à des dépenses publiques trop élevées ou inefficaces ou, encore, à un déficit budgétaire financé essentiellement par de la dette intérieure etc. L'objet de cette étude n'est pas davantage une analyse explicative de ces crises.

Cette recherche s'efforce, à partir de l'analyse de ces crises, à mettre en évidence ce qu'il y a de récurrent, positivement et négativement pour l'économie et la démographie égyptiennes. Lorsque le récurrent est positif, on parlera de points forts, ou encore de forces. À l'inverse, s'il apparaît négatif, ce seront des points faibles, faiblesses. C'est ce que font les agences de notation, ou encore la Coface (Compagnie Française pour le Commerce extérieur), dont l'expertise dans ce domaine est reconnue.

Depuis 1956, l'Égypte va donc connaître huit crises successives, identifiées par la date de la /ou des dévaluations qui s'y rattache. Au total : huit crises et douze dévaluations sur la période qui sont regroupées dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1

Huit crises et douze dévaluations entre 1956 et 2024.

1956	1962	1973	1979	1989-1990-1991	2002	2016	2023-2024
35%	20%	50%	44%	36%	26,66%	45%	40% 2023
		55%		45%			33%2024
				40%			1991

Source : Tableau établi par l'auteur à partir des données de l'annexe.

L'analyse de ce tableau montre que cinq de ces crises s'accompagnent d'une seule dévaluation, ne dépassant pas 45% : celles 1956 ,1962 ,1979, 2002 et 2016. Pour les trois autres crises, deux d'entre elles donnent lieu à une double dévaluation : celle de 1973, dévaluation de 50 à % puis de 55 % ; celle de 2023-2024 avec une première dévaluation de 40 % en 2023, suivie d'une seconde en 2024 de 33 %. Enfin, les années 1989,1990 et 1991 sont celles d'une seule crise, donnant lieu chaque année à une dévaluation : 36% (1989),45 % (1990),40 % (1991).

L'analyse de ces huit crises et de ces douze dévaluations permet de mettre en évidence des forces et faiblesses récurrentes sur la période (Première partie). La dernière crise, 2023-2024, se distingue des précédentes en étant la conséquence d'éléments extérieurs en cascade. Chocs extérieurs qui vont impacter lourdement l'économie du pays :

la crise sanitaire de la Covid-19, suivie en février 2022 de la guerre en Ukraine qui perdure et, d'une autre, celle d'Israël à Gaza puis au Liban. Cette crise est celle de faiblesses confortées et de forces fragilisées par ces chocs extérieurs (Deuxième partie).

PREMIÈRE PARTIE

Faiblesses et forces récurrentes de l'économie égyptienne depuis 1956

Sur la période 1956-2024, faiblesses et forces démo-économiques sont, chacune, au nombre de trois, les six étant récurrentes.

1. Des faiblesses, souvent structurelles

Ces trois faiblesses sont une transition démographique inachevée, avec une population attendue en 2050 dépassant les 150 millions ; une balance courante structurellement déficitaire, faisant du risque souverain un risque permanent ; une pauvreté qui perdure, où près de 30 % de la population, en 2019/20, vit sous un seuil de pauvreté, fixé par les autorités égyptiennes à 1,7 US dollars /jour. Si la COFACE retient aussi la démographie égyptienne, elle la considère comme une faiblesse. Ce qui n'est pas notre sentiment.

A- Un taux de croissance de la population, en moyenne annuelle de l'ordre de 1,5 % à 1,6 %. Une population qui pourrait atteindre les 159 millions en 2050

Certains analystes et experts, dont ceux de la COFACE, considèrent comme un atout une population, jeune et croissante, ce qui est le cas de l'Égypte. Tel n'est pas notre sentiment, conforté par la dernière estimation de l'agence de notation internationale Fitch qui, en janvier 2023, estimait que la population égyptienne, horizon 2050, atteindra 158-159 millions d'habitants, faisant de sa démographie une faiblesse.

Cette estimation n'est pas pour nous surprendre. Si on compare l'évolution de la population entre 1956 et 2024, et celle de la croissance de son PIB (tableau 2), qui regroupe la population en millions, le taux de croissance et le taux de croissance du PIB pour les années 1956,1962, 1973,1979,1989, 2002, 2016, 2023 (années retenues comme identifiant de ces huit crises.)

Tableau 2

Année	Population	croissance / population	croissance /PIB
1956	24,4	2,57%	ND
1962	28,4	2,66%	3,9%
1973	37,7	2,17%	3,5%
1979	42,6	2,54%	4,5%
1989	55,7	2,70%	4,9 %
2002	74,3	2,1%	2,1%
2016	99,7	2,1%	2,1%
2023	114,7	1,56%	3,8%

Source : Fonds monétaire international, Banque mondiale

L'analyse de ce tableau confirme les estimations de Fitch. Avec un taux de croissance de la population de 1,56 % et un taux de fécondité, certes à la baisse passant, de 3,5, en 2015, à 2,9, en 2020, mais toujours trop élevé. Ce qui explique pourquoi la population égyptienne progresse, en 2023 de 1,5 million. Ce qui valide l'estimation de l'Agence d'une croissance annuelle de 1,5%. Même si en 2020 est lancée une nouvelle campagne de planification familiale, visant à enrayer cette explosion démographique, avec un slogan « deux, ça suffit », on parle ici bien sûr du nombre d'enfants par famille. Pas sûr que cela suffise. Et si cela suffisait, cela n'aurait pas d'effet immédiat, au mieux pas avant.

Ce qui fait de la démographie égyptienne horizon 2050, une faiblesse et non une force, pour son économie. Avec comme conséquence première des moins de 30 ans qui regroupe 66 % de la population. Population qui, de plus, importe environ 40 % de ses besoins alimentaires, la double peine.

B- Une balance courante structurellement déficitaire et une livre égyptienne qui ne cesse de se déprécier

Ce risque souverain permanent est toujours cité comme une faiblesse par les agences de notation et la COFACE. Rappelons, tout d'abord, ce qu'est une balance courante et un risque souverain.

La balance courante d'un pays regroupe tous les flux financiers résultant des échanges de biens et services du pays avec le reste du monde. C'est une composante de sa balance des paiements. Dans l'analyse économique, c'est un indicateur fondamental de la santé de son économie, indiquant dans quelle mesure le pays vit au-dessus ou en dessous de ses moyens. Au-dessus de ses moyens, lorsque les flux financiers de ses exportations sont inférieurs à ceux résultant de ses importations, conduisant à un déficit de sa balance courante, exposant, si cela perdure, son système bancaire au risque souverain.

Risque souverain, celui d'une dette souveraine, d'un État ou d'une banque centrale dans l'incapacité, de la rembourser. Précisons que cette dette est constituée du Capital emprunté (le Principal) et des intérêts (le service de la dette).

L'analyse des huit crises de la balance des paiements égyptienne, et de sa balance courante, sur la période 1956-2024, rappelle qu'elles ont toujours conduit à une ou plusieurs dévaluations. Douze dévaluations, qui ont certes permis jusqu'à aujourd'hui d'éviter le risque souverain, sans pour autant l'éradiquer, avec une amélioration durable de la situation.

Rappelons à ce sujet que le pays est le premier importateur mondial de blé, que sa production industrielle et manufacturière dépend à 40 % d'intrants importés. Ce qui a pour conséquence d'augmenter d'autant les importations, si on augmente l'activité manufacturière. Il faut souligner également que les dévaluations successives de la livre égyptienne n'ont pas profité à ses exportations. C'est le cas, par exemple, de la dévaluation, pourtant massive (45 %) de 2016. Dévaluation qui va surtout impacter négativement le coût des importations d'intrants intermédiaires importés, indispensables. L'avantage change a donc été plus que compensé par l'inflation qui a suivi. Ce qui est très souvent le cas après une dévaluation, qui renchérit toujours d'autant le coût des intrants.

C- Une pauvreté qui s'installe

Pauvreté qui, elle aussi, fait toujours partie des points faibles de l'économie égyptienne, pour les agences de notation et la COFACE. L'indicateur de pauvreté retenu est celui

d'un seuil, combien de dollars / jour, appliqué à un pourcentage : celui de la population concernée par ce seuil. Le seuil varie bien sûr d'un pays à l'autre, et est fixé par les autorités du pays. Ainsi, le seuil de pauvreté égyptien fixé par les autorités du pays est de 1,7 dollar jour. Et ce seuil concerne un certain % de la population, appelé taux de pauvreté : 16,7 % de la population en 1999-2000. Vingt ans plus tard, en 2019-2020, ce seuil atteint 29,7 % de la population.

Non seulement cette pauvreté s'installe mais elle progresse de façon spectaculaire. Les raisons de cette pauvreté endémique sont connues : une croissance économique, certes l'une des plus dynamiques de la région MENA (Moyen-Orient, Afrique du Nord), mais insuffisante pour compenser des dépenses publiques, souvent incompressibles, qui ont été multipliées par 2 en 5 ans. En 2022/2023, les principaux postes de dépenses publiques sont les suivants, par ordre d'importance décroissante : les dépenses de fonctionnement et les intérêts de la dette à hauteur de 35 %, les subventions et les dépenses sociales à hauteur de 21 %, les salaires et les traitements des fonctionnaires à hauteur de 19 %. Le solde, 25 %, intègre la part du budget consacré à l'investissement public, réduit à 13 %. Cette faiblesse de l'investissement est une des premières causes d'une croissance insuffisante, capable de répondre aux attentes des 800 000 jeunes qui, chaque année, rejoignent le marché du travail, augmentant d'autant le seuil de pauvreté.

II. Les atouts récurrents d'une économie en crise

Il est toujours difficile d'arbitrer parmi les atouts/forces d'une économie entre ceux qui sont récurrents et ceux qui ne le sont pas. Dans le cadre de l'économie égyptienne, trois d'entre ces atouts semblent cependant incontournables : une position géographique, particulièrement stratégique, trois rentes financières qui ont montré leur résilience à traverser les crises, un soutien constant politique et financier des pays occidentaux, des pays du Golfe, des institutions monétaires et financières internationales. Trois forces ou atouts, parmi d'autres, repris par les agences de notation et la COFACE.

A- Une position, géographique et politique, stratégique

Sur le plan géographique, l'Égypte occupe une position particulièrement stratégique, au carrefour de trois continents (Europe, Asie, Afrique). Ce que rappelle cruellement la guerre qui perdure en Ukraine et celle que mène Israël à Gaza et au Liban, qui s'enlise. Sur le plan maritime, elle est bordante de deux mers (Méditerranée et mer Rouge), reliées entre elles par le canal de Suez, depuis 1869. Canal de Suez qui réduit considérablement les distances maritimes pour le commerce venant d'Asie, en faisant le passage quasi obligé. Et avec la mondialisation, les échanges commerciaux venant d'Asie n'ont cessé de se multiplier, renforçant d'autant la position stratégique du Canal. Enfin, la République égyptienne est bordant quatre pays sensibles. Deux de ces pays sont Africains : la Libye à l'ouest, et le Soudan au Sud ; les deux autres sont moyen-orientaux : la Palestine et Israël au nord.

Sur le plan politique, l'Égypte, par son passé, par l'importance de son territoire et de sa population, est reconnue comme un des pays leader du continent africain, et un leader du monde arabe. Sa frontière avec Israël lui confère un rôle important, très important aujourd'hui dans la géopolitique du Moyen-Orient. Trois guerres avec l'État hébreu, suivies d'un traité de paix et d'une reconnaissance que paiera de sa vie le Président Sadate, ont fait de l'Égypte un acteur clé incontournable de la région. Enfin, c'est aussi un proche allié des États-Unis, pays qui dans la zone est le second bénéficiaire de l'aide américaine, après Israël. Rien ne peut se passer au Moyen-Orient, sans que le Caire n'y soit associé et/ou n'y participe.

B- Trois rentes financières contribuant à 12,4 % du PIB

L'économie égyptienne repose sur l'existence de rentes, qui ont montré leur résilience aux crises. Des experts estiment que l'Égypte bénéficierait de 3 à 4 rentes. Trois d'entre elles ne se discutent pas. Par ordre d'importance : celle des transferts de la diaspora égyptienne, contribution de 6,7 % du PIB en 2022 ; celle constituée par les recettes touristiques, 3,7 % du PIB ; celles des recettes que procure l'usage du canal de Suez, 2,3 % du PIB en 2023. La quatrième, retenue par certains, est celle du solde énergétique du pays. Solde constitué, d'un côté, par les exportations de pétrole brut et de gaz liquéfié et, d'un autre côté, par les importations de pétrole raffiné et de gaz brut. Aujourd'hui, ce solde s'équilibre. En s'équilibrant, cette activité ne génère aucune recette nette. Ce qui nous conduit à ne pas la retenir.

1- La rente de la diaspora égyptienne

La diaspora égyptienne est estimée à 10 millions de personnes, dont la majorité est établie dans les riches monarchies du Golfe, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Cette Diaspora envoie chaque mois une partie des salaires de ses membres. Ce qui fait d'elle la plus contributive des trois rentes à son PIB 6 % à 7 % et 32 milliards US dollars en 2022, Certes, elle chute brutalement en 2023. Mais cette chute de 10 milliards n'est pas la conséquence d'une moindre volonté contributive, mais plutôt d'une rigidité informelle du régime de change. Avec une devise très surévaluée par rapport au marché informel, s'échangeant à 48 livres pour un dollar, 39 au cours officiel. Ce qui va conduire des membres de cette diaspora à attendre une dévaluation de la livre égyptienne pour effectuer leurs envois. Ce manque à gagner n'a été donc que temporaire, disparaissant en 2024 avec une nouvelle dévaluation.

2- La rente de la filière touristique

Les revenus du tourisme affichent un record historique en 2022-2023 :13,6 milliards de dollars US (3,6 % du PIB). Ce secteur de l'économie, particulièrement important pour l'emploi local, concerne des centaines de milliers d'emplois. L'Égypte a un marché intérieur important, qui permet parfois à cette filière d'être résiliente aux crises. Mais cette activité a toujours été très sensible à ce qui se confond avec l'insécurité,

3- La rente des recettes du canal de Suez

Depuis 2014-2015, les redevances perçues à l'occasion de l'utilisation du canal de Suez sont en moyenne de 5,4 milliards de US dollars. Ce qui montre une certaine stabilité, si on se rappelle qu'elles sont de 6 milliards de US dollars en 2022. Stabilité, donc, mais tendance haussière, avec 8 milliards de dollars US en 2023, et un début 2024, en hausse de 18 % sur la période juin 2023-juin 2024. Ces recettes croissantes bénéficient des distances maritimes considérablement réduites en passant par le canal de Suez, de la mondialisation des échanges et des prix proposés pour son utilisation. Passage quasi obligé, l'alternative du Cap de Bonne espérance augmentant considérablement le temps/Trajet, comme le rappelle le tableau 3, avec les gains en miles avec : des départs de Djeddah, destination le Pirée ; de Tokyo, destination Rotterdam ; de Singapour, destination Rotterdam.

Tableau 3**Port de rattachement Destination trajet en miles gains /miles.**

		Suez	Cap Bonne espérance	
Djeddah	Pirée	1 316	11 207	9 091
Tokyo	Rotterdam	11 192	14 507	3 315
Singapour	Rotterdam	8 288	11 755	3 467

Source : Tableau construit par l’auteur, à partir de données administratives du Canal.

La mondialisation des échanges commence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le Japon, elle s’accroît avec la Chine et se poursuit aujourd’hui avec l’Inde, le Vietnam etc. Les accords de paix Israélo égyptiens de mars 1979, vont permettre une augmentation spectaculaire des recettes provenant du canal qui perdure jusqu’en 2023.

Concernant la tarification liée à l’utilisation du canal, les droits varient selon la nature du produit transporté et selon le pavillon du tanker qui les transporte. Habilement, les autorités égyptiennes, en les indexant, par exemple, sur les cours du Brent, permettent à ces hausses de n’être pas dissuasives pour les compagnies maritimes qui ont choisi l’option canal. Cette option reste toujours la meilleure en termes de coût, ramenée à la seule alternative qui consiste à passer par le cap de Bonne Espérance.

C. Un soutien constant des institutions monétaires internationales et des pays occidentaux et du Golfe

1- Soutien de la Banque mondiale et du FMI

Nous rappellerons, tout d’abord, le soutien du FMI, que l’on retrouve, en amont et en aval, des huit crises et des douze dévaluations qui vont les accompagner. Et ce, sous des présidences très différentes : celle de Nasser, en 1956 et 1962 ; celle de Sadate en 1973 ; celle de Moubarak, en 1979- 1989-1990-1991 et en 2002 ; celle de Sissi en 2016 et 2023. Si en 2023 le FMI a beaucoup insisté sur l’urgence de mener à bien ses réformes, depuis 1956, lorsqu’il a fallu intervenir le FMI a toujours répondu présent, soutenant des dévaluations pouvant atteindre 55 %, le plus souvent dépassant 40 % et répétées, accordant des prêts, des lignes de crédit sans rechigner. Même si ces réformes restaient à l’état de promesses, comme ce fût pour beaucoup d’entre elles, ces mêmes institutions, la crise suivante, répondront toujours positivement à la gravité de la crise, proposant de nouveaux emprunts et de nouvelles lignes de crédit. Sans parler de complaisance, on notera que le concours du FMI ou de la Banque mondiale, témoigne à l’égard de l’Égypte d’un soutien constant, quels que soient la présidence égyptienne et la gravité de la situation et le non-respect des engagements pris.

2- Soutien de l’Occident et des pays du Golfe

Si on prend les quatre Présidents qui ont eu à gérer ces crises, ils sont certes très différents, mais tous guidés par la conception qu’ils se faisaient de l’intérêt national égyptien, ayant souvent eu à composer avec les désirs et aspirations de Washington.

Nasser était réputé pour sa profonde méfiance vis-à-vis des Américains. Ses successeurs, en dépit de leur éloignement de ses options, agiront cependant par pur pragmatisme. Au début de son mandat, Sadate ne semblait pas être

pressé de se rapprocher des États-Unis. Mais, les accords de Camp David, signés à la Maison-Blanche en septembre 1978, suivis d'un traité de paix officiel entre les deux belligérants d'hier, israéliens et égyptiens, en mars 1979, signé à Washington, ouvre une ère nouvelle dans les relations avec les États-Unis et plus généralement avec l'Occident. Cette ère perdure avec les Présidents Moubarak et Sissi. Pour preuve, après Israël, l'Égypte est le deuxième bénéficiaire de la zone MENA, pour ce qui concerne l'aide financière américaine.

Avec les pays du Golfe, les relations n'ont pas non plus été un long fleuve tranquille. En particulier lors du traité de paix signé par l'Égypte avec Israël. Ce qui a entraîné la rupture des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite et la dégradation des relations privilégiées qu'elle avait avec certaines monarchies du Golfe.

Depuis, avec l'Arabie saoudite les relations se sont plus que réchauffées, comme en témoignent les accords économiques et d'investissement conjoints que viennent de signer les deux pays. Quant aux autres monarchies du Golfe elles vont toujours témoigner d'un soutien constant dans le domaine financier.

Dans le domaine financier, la décision du fonds souverain émirati ADQ, en février 2024, d'investir 35 milliards de dollars en Égypte, en est le meilleur et dernier exemple. Ce soutien intervient, en pleine crise économique, à un moment particulièrement difficile pour l'Égypte, où les soutiens du FMI sont de plus en plus conditionnés à des réformes qu'il faudra désormais assumer. On rappellera que les autorités du pays, jusqu'à cette crise, se sont contentés de les entendre. Sur ces 35 milliards, 24 sont destinés à l'acquisition de droits d'exploitation d'une ville nouvelle en devenir, sur la péninsule méditerranéenne de Ras el Hikma, à 200 km à l'ouest d'Alexandrie. Cette ville nouvelle, dotée d'Hotels internationaux haut de gammes, avec des plages qualifiées d'idylliques par les auteurs du projet, aura sa zone franche, un port de plaisance et son aéroport international. Et avec ce projet, en réflexion depuis plusieurs années, les autorités égyptiennes espèrent aussi attirer 150 milliards d'investissements supplémentaires et 8 millions de touristes chaque année. Les 11 milliards restants, des dépôts-émiratis à la Banque centrale, sont appelés à être convertis en investissements destinés à soutenir la croissance économique et le développement du pays, a tenu, à préciser le porte-parole d'ADQ .

DEUXIÈME PARTIE

Une crise en 2023 fragilisant des forces et confortant certaines faiblesses

Trois chocs externes successifs sont à l'origine de la crise de 2023. Par ordre chronologique : celui de la Covid-19 (2020-2021), suivi de l'invasion russe en Ukraine qui commence le 22 février 2022 et qui perdure et, enfin, celui qui débute le 7 octobre 2023, avec le conflit armé entre Israël et le Hamas qui s'est élargi au Liban. Trois événements extérieurs qui vont davantage impacter négativement l'économie égyptienne(I). Ce qui va fragiliser certaines de ses forces (II) et amplifier certaines de ses faiblesses (III).

1- Des agrégats macro- économiques qui se dégradent

Le tableau 4 regroupe l'évolution de huit agrégats sur la période 2021-2024 : croissance, inflation, emploi, solde budgétaire, solde courant, dette publique, PIB et PIB par habitant (Pour l'année 2024 il s'agit d'estimations).

Tableau 4

Agrégat/ Année	2021	2022	2023	2024(E)
Population en million	109,2	110,9	112,7	114,1
Croissance du PIB (%)	3,2	6,6	3,8	3,0
Inflation (moyenne annuelle)	4,5	8,5	24	30,
Emploi % population active.	7,29	7,32	7,2	7,
Solde budgétaire (%)	-7,	-5,8	-7,0	-8
Solde courant /PIB (%).	-4,3	-3,5	-1,3	-1,8
Dette publique/ PIB (%)	89,9	88,5	96,	92,
PIB en milliards de dollars	424,	476	395	343
PIB / Habitant en				

La lecture et l'analyse de l'évolution de ces agrégats montrent :

A. Une croissance qui se ralentit brutalement et une inflation qui explose à partir de 2023

Concernant la croissance, celle-ci se ralentit et brutalement, perdant 2,8 points en 2023, restant très éloignée des taux record de 7 %, de 2005 et de 2007. Et ce n'est guère mieux, bien au contraire, en ce qui concerne l'inflation. Elle explose, passant de 8,6, en 2022, à 24 % en 2023, poursuivant sa course vers les sommets en 2024, avec un taux d'inflation attendu à 30 %. Seul indicateur rassurant, celui du taux de chômage de la population active, autour de 7 %. Avec, cependant, deux bémols : celui de l'informalité de l'emploi, estimée à 60 % et celui d'un taux de chômage des jeunes, égal ou moins de 20 ans, de 20 %, presque trois fois plus que le national.

B. Des comptes publics qui ne cessent de se dégrader

Même si le solde courant se réduit, passant de -4,3 % du PIB, en 2021, à -3,5 %, en 2022, et à -1,3 %, en 2023, il demeure attendu toujours négatif, repartant à la hausse en 2024, avec un solde négatif de -1,8. La fragilité de cette amélioration est confirmée par un solde budgétaire négatif. Déficit budgétaire qui se réduit légèrement en 2022, passant de -7 % du PIB à -5,4, mais qui remonte à -7%, 2023, à -8 %, en 2024. Seul indicateur à être stable, celui de la dette publique aux alentours de 90 %. Mais, cette stabilité peut être considérée négativement aussi, comme traduisant l'incapacité à emprunter sur les marchés financiers, compte tenu de la situation économique.

C. Un PIB qui se réduit et un PIB par habitant qui chute

Si l'année 2022 est celle d'un PIB et un PIB par habitant records, ceux-ci se réduisent brutalement en 2023, et plus encore en 2024. Si l'estimation de 2024 se confirmait pour le PIB /habitant, celui-ci serait alors de l'ordre de 3000 dollars, soit l'équivalent de 8,2 dollars/jour, en chute de plus 20 % par rapport à celui de 2023, estimé à 10 dollars. Ce qui explique, pour partie, l'importance et l'augmentation de la population (plus de 30 %) vivant au seuil et en dessous du seuil de pauvreté.

II. FRAGILISATION DES RENTES TOURISTIQUE ET DU CANAL DE SUEZ

Parmi les trois atouts et forces de l'économie égyptienne identifiés, deux ne sont pas concernés par la dégradation de ces agrégats économiques : le positionnement stratégique, géographique et politique et le soutien des institutions financières internationales, de l'Occident et des monarchies du Golfe. Concernant ce soutien, ces chocs et dégradation ont certes mis les soutiens à l'épreuve mais leur réponse et leur action sont toujours ceux d'un soutien quasi institutionnel. L'intervention du fonds souverain émirati en est la plus récente illustration. Pour l'Occident et les monarchies du Golfe, toute déstabilisation économique ou politique de l'Égypte ne peut avoir que des effets pervers à leur encontre.

En revanche, les rentes financières sont lourdement et négativement impactées par ces dégradations. Si la rente « diaspora » ne semble pas en subir les conséquences, elle ne baisse pas dans un premier temps. Pouvant même parfois être dopée par la crise, si cette dernière est perçue comme existentielle pour le pays concerné. Tel n'est pas le cas de la rente touristique et de la rente du canal de Suez.

A. Une rente touristique lourdement impactée

La rente touristique égyptienne a toujours montré une grande dépendance aux chocs, extérieurs et intérieurs, qu'elle subissait. Parmi les éléments venant impacter lourdement l'activité touristique, le sentiment d'insécurité. Concernant la filière touristique égyptienne, on rappellera que beaucoup de touristes se rendant en Égypte sont originaires de Russie, d'Ukraine et d'Israël. Ce qui, dans l'environnement présent, n'est bien sûr pas un avantage.

Sur la période 2015 -2022, les recettes touristiques ont montré des résultats en dents de scie : 3,8 milliards de US dollars en 2015-2016, 12,6 milliards de US dollars en 2018-2019, retrouvant celui équivalent à la veille de la révolution, chutant en 2021 à 9,9 milliards (crise sanitaire), pour rebondir à 13,6 milliards en 2022-2023 (sortie de crise Covid-19). En 2024-

2025, ces recettes devraient donc de nouveau être à la baisse, à la suite des sentiments d'insécurité perçus par des touristes, majoritairement venant d'Ukraine, de Russie et d'Israël.

1- Un quatrième trimestre 2023 défavorable aux recettes touristiques

Même si la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza, ou celle entre la Russie et l'Ukraine n'affectent pas directement le territoire égyptien, le sentiment d'insécurité qu'elles génèrent sont, pour le moins, peu propices au tourisme. Et cela va se vérifier ici, comme on peut le constater au quatrième trimestre 2023, avec une chute de 25 % des entrées touristiques en novembre 2023. Cela devrait s'accroître en 2024-2025. Seul l'arrêt définitif de ces conflits pourrait inverser cette tendance.

2- Une absence de touristes qui affaiblit la rente touristique

Les statistiques les plus récentes rappellent que 35 % à 40 % des touristes qui ont visité l'Égypte en 2021 étaient d'origine ukrainienne ou russe. Sur 2 000 000 de touristes russo-ukrainiens, 1 300 000 étaient Russes, 700 000 Ukrainiens. Et depuis le début de la guerre à Gaza, Israël a appelé, à deux reprises, ses ressortissants qui passaient leurs vacances en Égypte (600 000) à quitter ce pays.

Pour la rente touristique c'est donc la double peine, celle liée au sentiment d'insécurité et celle due au nombre important des touristes ukrainiens, russes et israéliens. Deux éléments qui ne sont pas interdépendants, mais qui agissent aujourd'hui en synergie.

B. Des recettes du canal de Suez qui vont chuter lourdement en 2024-2025

Troisièmes par leur contribution, les recettes provenant du canal de Suez ont progressé en 2023, atteignant 8 milliards US dollars contre 6 milliards en 2022. Mais là encore, deux événements liés aux chocs extérieurs rappelés, vont lourdement les pénaliser en 2024-2025.

Tout d'abord, le ralentissement du commerce mondial, qui s'est contracté de 1,7 % en 2023 et qui continue à stagner en 2024, même si on note une légère progression au début de l'année.

Ensuite, les difficultés croissantes d'accès au canal, liées directement et indirectement à la guerre Israël / Gaza-Liban, qui sont sans doute ce qu'il y a de plus impactant, négativement, pour ces recettes. En effet, leur maintien en l'état ou leur augmentation supposent un accès à ce canal, libre de toute contrainte. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Rappelons que l'accès au canal pour les pétroliers et porte-conteneurs venant d'Asie, suppose l'ouverture totale, sans risque, de deux détroits : celui d'Ormuz, entre l'Iran et les Émirats ; celui de Bab-al-Mandeb, entre le Yémen et Djibouti. En particulier ce dernier qui est l'objet d'attaques fréquentes de navires commerciaux et militaires par les milices Houthis yéménites, inféodés à l'Iran.

Là encore, pour la rente du canal de Suez c'est la double peine: celle d'un ralentissement du commerce mondial, impactant négativement et mécaniquement l'activité du Canal, et celle d'un environnement international qui conduit les grands armateurs internationaux (CMA-CGM, Maersk, MSC, Hapag-Lloyd, par exemple) à envisager de ne plus utiliser cette voie maritime, trop risquée aujourd'hui, et de nouveau passer par le Cap, malgré un allongement considérable du temps trajet.

Rappelons qu'une chute du trafic de 50 % sur un mois, c'est un manque à gagner de 400 millions US dollars. Ce qui est loin d'être négligeable pour un pays dont les agrégats économiques sont au rouge, et en manque récurrent de devises. L'amélioration de la situation dépendra de l'évolution du conflit Hamas /Israël. En s'élargissant au Liban, il ne peut que conforter la décision des armateurs de reprendre la route du Cap.

III. UNE DÉGRADATION DES AGRÉGATS ÉCONOMIQUES QUI CONFORTE LE RISQUE SOUVERAIN ET AGGRAVE LE TAUX DE PAUVRETÉ

Avant ces chocs externes et la dégradation généralisée des principaux agrégats macro-économiques, les faiblesses récurrentes de l'économie égyptienne étaient d'ordre démographique, avec une croissance annuelle de la population de l'ordre de 1,5% à 1,6 % d'ordre économique avec un solde courant structurellement déficitaire et un taux de pauvreté qui s'installe.

La dégradation généralisée des principaux agrégats macro-économiques ne peut être tenue pour responsable de cette faiblesse démographique. En revanche, cette dégradation contribue incontestablement à accroître le déficit courant de l'Égypte et son taux de pauvreté.

A. Une balance courante déficitaire

La guerre en Ukraine avait déjà commencé à fragiliser la position extérieure du pays, avec des flux nets d'investissements étrangers sur les titres de la dette souveraine égyptienne en 2019-2020, ce que l'on appelle les investissements de portefeuille, à la baisse de 21 Mds US dollars. Cette baisse s'est poursuivie en 2021-2022, entraînant sur la seule période janvier - mars 2022 un manque de 14,8 Mds US et une dépréciation de la livre égyptienne, déjà sérieusement dépréciée, de l'ordre de 100 % entre février 2022 et février 2023.(Source : Direction du Trésor). C'est pourquoi la dégradation généralisée de ses principaux agrégats macro-économiques depuis 2022, ne peut que contribuer à accroître le déficit de sa balance courante, compte tenu de la faiblesse structurelle de sa capacité exportatrice, d'une part, et d'importations incompressibles, d'autre part. Le tout étant majoré par des dévaluations successives de la livre égyptienne qui renchérissent le coût de ses importations.

1- Une capacité exportatrice affaiblie par un taux de croissance à la baisse

Si l'économie égyptienne est bien diversifiée, comme nous l'avons rappelé en introduction, ses exportations manufacturières demeurent modestes et à faible valeur ajoutée. En 2023, l'essentiel des exportations provient de la vente d'hydrocarbures et un tiers des exportations. De plus, en ce qui concerne sa production industrielle et manufacturière, la dépendance à hauteur de 40 %, d'intrants importés affaiblit d'autant sa contribution à l'amélioration des soldes courants de l'économie égyptienne.

2- Ces importations incompressibles qui aggravent le déficit courant

L'Égypte, où seulement 4 % du territoire est cultivable le long du Nil, est le premier

importateur de blé de la planète, en important 60 % de ses besoins. Et ses besoins en blé augmentent si le taux de pauvreté s'accroît, ce qui était le cas en 2024. Cette augmentation ne peut donc que contribuer à accroître le déficit du solde courant. Le conflit ukrainien, qui fait exploser les cours du blé, renchérit la facture, aggravant ce déficit. À cela vient s'ajouter une autre composante de ses importations, les intrants nécessaires à la production manufacturière et industrielle, dont 40 % sont importés. Quel qu'en soit le coût, il est impossible d'imaginer en réduire les volumes importés, sous peine de pénaliser l'activité du pays. Ce qui, de plus, aurait aussi comme conséquence de réduire des exportations considérées, en l'état, déjà insuffisantes.

3- Des exportations qui renchérissent le coût des importations

Lorsque l'on dévalue une monnaie, l'effet prix qui en résulte peut, comme nous l'avons rappelé : soit profiter aux exportations, si l'avantage change n'est pas compensé par l'inflation qui en résulte ; soit au contraire impacter le coût des importations si cet avantage est compensé et au-delà par l'inflation qui frappe les produits importés. Dans le cas de l'Égypte, l'effet prix qui a accompagné ces dévaluations successives va contribuer, le plus souvent, à renchérir le coût des importations, souvent incompressibles. Ce fut le cas, par exemple, en 2016, avec une dévaluation de 45 %.

Depuis février 2023, avec l'annonce du fonds souverain émirati ADO, avec effet immédiat d'un investissement de 35 Mds US dollars, le pays connaît une séquence positive. Pour autant, cela ne remet pas en cause les conclusions de ce paragraphe.

L'amélioration du solde courant n'empêche pas qu'il soit toujours déficitaire. Son amélioration peut s'assimiler à un effet d'aubaine, suite aux versements intervenus dans la foulée de cette annonce : 10 milliards en février et 14 milliards en mai. Enfin, les 11 milliards soldant l'engagement, déposés auprès de la Banque centrale égyptienne et convertis en monnaie locale ont permis mécaniquement de faire oublier, pour un moment, le risque souverain.

Mais ce risque perdure et continuera à perdurer aussi longtemps que n'auront pas été mises en place les réformes structurelles qui, par leur absence, ont permis que ce risque soit récurrent. Cet investissement émirati, qui intervient à un moment particulièrement difficile pour l'économie égyptienne, c'est d'une certaine manière un arbre d'espérance qui fait oublier, pour un moment, une forêt de réformes dont l'urgence n'est pas démentie.

A. Un taux de pauvreté record en 2024

Le taux de pauvreté atteint en 2022-2023 un niveau record. 30% de la population ont, au mieux, 1,7 US dollars /jour pour vivre. Et ce taux pourrait atteindre en 2024 35 % (dernières estimations). Ce qui n'a rien de surprenant, compte tenu de l'évolution des agrégats macro-économiques de l'économie égyptienne.

Tout d'abord, on sait que les premières victimes de l'inflation sont les plus défavorisés du pays où elle prospère. Et cela, bien sûr, se vérifie en Égypte où l'inflation explose en 2023 à 30 %. Et ce n'est pas le ralentissement de la croissance qui

va améliorer leur situation, bien au contraire. Estimée à 3 % en 2024, soit 3,6 points en moins par rapport au taux de croissance de 2022, elle va impacter négativement le PIB de l'exercice, chutant de 48 milliards par rapport à celui de 2023. Cette chute, accompagnée d'une augmentation de la population, entraîne mécaniquement une détérioration du PIB par habitant, réduit de 494 dollars en 2024 (Estimation / tableau 4 /). Ce qui explique et confirme un taux de pauvreté qui vole, malheureusement, de record en record. Avec un risque accru de tensions sociales, avec les conséquences que l'on connaît.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les forces et les faiblesses de l'économie égyptienne, mises en évidence à la suite de l'analyse des huit crises majeures qu'a connues le pays depuis 1956, perdurent globalement en 2024. Les trois chocs extérieurs que connaît le pays, à partir de 2021, interviennent à un moment où l'économie égyptienne était en train de tourner la page d'une longue série de crises successives qui l'affectaient depuis 1956. Chocs extérieurs qui ont affaibli certaines de ses forces et conforté certaines de ses faiblesses. Mais, chocs extérieurs qui n'ont pas vocation, bien sûr, à durer, même si leur impact négatif sur l'économie du pays risque de perdurer encore un certain temps. En particulier celui concernant un risque souverain, plus présent que jamais, et celui d'un taux de pauvreté record.

L'Égypte pourra toujours compter sur les soutiens dont nous avons rappelé l'importance, et elle en aura grand besoin. Pour autant, elle ne peut plus continuer à faire l'impasse de réformes structurelles profondes, seules capables de réduire progressivement son déficit courant et un taux de pauvreté record. L'investissement émirati a permis de les oublier, pour un temps. Mais comme tout apport d'oxygène à un malade, cela le soulage mais ne le guérit pas. Pire encore, cela aggrave souvent son état, faute de soins curatifs, dès qu'on le prive d'oxygène.

BIBLIOGRAPHIE

Argarwal Ruchir and Mazarei Adnan. « Egypt's 2023-2024 Economic Crisis, will this time be different ?- Peterson Institute for International Economics 24-26 august 2024.

Ikram Khalid -The Egyptian Economy,1952-2000 :Performance, Policies and Issues Oxon, UK :Routledge 2006 .

The Political Economy of Reforms in Egypt :issues and Policymaking since 1952. Cairo :American University of Cairo ,2021.

Ikram Khalid and Heba Nassar-The Egyptian Economy in the Twenty-First Century :The hard road to inclusive prosperity. Cairo : American University of Cairo press, 2022.

IMF .International Monetary Fund Annual report 1958 .

Arab Republic of Egypt : request for extended Arrangement under the Extended Fund Facility .Country report 23 /2 . 2023.

Arab Republic of Egypt, Country report 24/08 - 2024.

Lecabellec Olivier, Égypte : Des menaces sur ses quatre principales rentes. Crédit Agricole Etudes économiques 23 /354 29 décembre 2023.

Mazarei Adnan – Debt Clouds over the Middle east. « Finance et Development « Banque Mondiale, septembre 2023.

Tresor (Direction générale du) Égypte :indicateurs de conjoncture. 28 août 2024.

UNDP (United Nations Development - Program) . Potential Socio-Economic Impact of the Gaza War in Egypt.

ANNEXE 1:

Historique des crises, des dévaluations, et des actions du FMI qui les accompagnent .

Première crise, celle de 1956 : la première de la présidence Nasser. La nationalisation du Canal de Suez entraîne, en juillet 1956 , l'intervention conjointe de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël. Pour faire face à la crise économique qui s'ensuit, l'Égypte va devoir emprunter 15 millions de dollars / SDR au FMI en septembre 1956 . Ce qui va conduire à une dévaluation technique de sa monnaie, alors indexée sur la livre sterling, de 33 % , entraînant une modification du taux de 'échange de la livre égyptienne, passant de 2,56 dollars à 1,70 dollar. Cela ne va pas pour autant affecter le taux de d'échange officiel nominal d'une livre égyptienne alors défini par rapport à la livre sterling.(Partial dévaluation).

Deuxième crise, celle de 1962 : la deuxième sous présidence Nasser. Pour soutenir une balance des paiements, toujours lourdement déficitaire, l'Égypte dévalue sa monnaie une nouvelle fois. Depuis 1962, Cette dernière ,depuis 1962 n'est plus indexée sur la livre sterling, mais sur le dollar. Cette dévaluation de 20 % entraîne donc une dévaluation équivalente du cours officiel de la livre sterling, passant de 2,87 dollars à 2,30 dollars US . Deux facilités de prêts /Stand-By Arrangement/, celles de 1962 et de 1964 , pour un montant total de 82 millions de dollars US /SDR .

Troisième crise, celle de 1973 , sous présidence Sadate. Cette crise est celle du « Multiple Exchange Rate Système» «Système qui accepte des taux de change discriminatoires, utilisés sur une même période, selon les produits et les pays concernés. Dans le cas présent, ce sont deux taux de change qui sont retenus, entraînant deux dévaluations techniques en 1973 , de 50 % et de 55 % , impactant d'autant le cours officiel de la livre égyptienne.

Quatrième crise , celle de 1979 : première de la présidence Moubarak. La situation catastrophique de la balance des paiements égyptienne dans les années 1978 va conduire le FMI à accorder à l'Égypte une facilité élargie de crédit (/Extend- Fund Facility)/ d'un montant de 600 millions de dollars SDR . En contrepartie de mise en place de réformes, jugées indispensables pour améliorer la situation. Cette annonce est suivie d'une nouvelle dévaluation de la livre égyptienne de 44 % en 1979 .

Cinquième crise, celle de 3 dévaluations successives en 1989,1990 et 1991, toujours sous la présidence de Moubarak. Ces années sont celles de 2 nouveaux « Stand-by Arrangement », accompagnés d'une facilité de prêt en 1987 et 1991. Toutes ces mesures vont se révéler insuffisantes, l'obligeant à un double accord avec le Club de Paris , lui permettant de réduire sa dette de 7,1 milliards US, en1990 , et de 21,1 milliards de dollars US, en1991.

Sixième crise, celle de 2002 ,la dernière souscrite de la présidence Moubarak. Entre 2000 et 2002 , suite à une forte augmentation, provenant de l'État et des importateurs égyptiens, le dollar s'apprécie par rapport à la livre égyptienne sur le marché parallèle. Ce qui va conduire la Banque centrale à dévaluer une nouvelle fois la monnaie, de 26,6 % , s'échangeant désormais contre 0,22 dollars, l'échange précédent se faisant à 0,30. À la suite de cette dépréciation, il est décidé de faire librement flotter le cours de la livre égyptienne afin de mettre fin à un marché parallèle particulièrement actif.

Septième crise, celle de 2016 , la première de la présidence Sissi. En 2016 , l'Égypte va être confrontée à de nombreux défis : forte inflation et déficit budgétaire récurrent, pénurie de devises étrangères etc. C'est donc sans surprise que la Banque centrale décide, une nouvelle fois de dévaluer sa monnaie, en novembre 2016. Dévaluation accompagnée d'un nouveau prêt de 6 milliards de dollars.

Huitième crise, celle de 2023-2024, la seconde de la présidence Sissi. Période particulièrement difficile pour l'Égypte : celle de l'après Covid-19, d'une guerre qui perdure en Ukraine et d'une autre guerre qui s'enlise au Moyen-Orient. Ce qui explique une première dévaluation de 40 % en janvier 2023, suivie d'un retour à un taux de change flexible et d'une nouvelle dévaluation en mars 2024 de 33 %. Cette dernière dévaluation est accompagnée d'un nouveau prêt du FMI de 8 milliards de dollars. Désormais la livre égyptienne est au plus bas : un dollar livre étant égal à 50 livres égyptiennes.

À PROPOS DE L'AUTEUR



HENRI-LOUIS VEDIE

Docteur d'état en sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris). Auteur d'une quinzaine d'ouvrage, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

The Policy Center for the New South (PCNS) is a Moroccan think tank aiming to contribute to the improvement of economic and social public policies that challenge Morocco and the rest of Africa as integral parts of the global South.

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. [Lire plus](#)

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54



www.policycenter.ma

